

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 QUIMPER

QUIMPER, le 23/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BRANDEFERT SAS**

LES VAUX  
22130 Corseul

Code AIOT : 0005502639

Références : ENV-D-23

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement BRANDEFERT SAS implanté Coat Culoden 29140 Rosporden. L'inspection a été annoncée le 13/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRANDEFERT SAS (ex Flécher)
- Coat Culoden 29140 Rosporden
- Code AIOT : 0005502639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de granite.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- volumes de production,
- affichage,
- conditions d'exploitaiton : bornage, bande des 10 mètres, gestion des eaux de ruissellement,
- autosurveillances,
- plan de gestion des déchets issus de l'extraction,
- plan d'exploitation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 4.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Plans	Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 20	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Déchets d'extraction	Arrêté ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volume de production	Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 1	Sans objet
2	Affichage	Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 4.1	Sans objet
4	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 6.3	Sans objet
5	Eaux de ruissellement et d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 9.3	Sans objet
6	Bruit	Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 11	Sans objet
7	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 12	Sans objet
8	Déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 13	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des constats effectués, il ressort que l'exploitant n'a pas donné suite à l'observation relative au bornage formulée par l'inspection des installations classées lors de la visite de 2016 et ne respecte pas ses obligations en matière d'élaboration du plan d'exploitation et de plan de gestion des déchets d'extraction.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Volumes de production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 1
<b>Thème(s) :</b> Volumes de production
<b>Prescription contrôlée :</b> La production autorisée est de : 2510 – Exploitation de carrière à ciel ouvert : Production maximale 20 000t/an 2515 – Broyage concassage par campagne avec un concasseur mobile : puissance 500 kW
<b>Constats :</b> D'après les déclarations GEREP, les volumes d'extraction autorisés sont respectés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Affichage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant devra mettre en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ son identité,</li><li>▪ la référence de l'autorisation,</li><li>▪ l'objet des travaux,</li><li>▪ l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.</li></ul>
<b>Constats :</b> A l'entrée de la carrière est apposé un panneau comportant les éléments demandés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Bornage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le périmètre de la zone d'extraction compris dans la présente autorisation sera matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.  L'une de ces bornes, fixe et invariable, sera nivelée par référence au Nivellement Général de la France (N.G.F.)
<b>Constats :</b> L'exploitant nous indique ne pas avoir mis en place de borne fixe et invariable, nivelée par référence au NGF.
<b>Observations :</b> Cette observation a déjà été faite à l'exploitant lors de l'inspection du 10 mars 2016. Aucune action n'a été mise en oeuvre pour un retour à la conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Distances limites et zones de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Bande des 100 mètres
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.
<b>Constats :</b> Par sondage, nous avons constaté que les bords de l'excavation étaient à une distance supérieure à 10 mètres des limites de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Eaux de ruissellement et d'exhaure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Gestion des eaux de ruissellement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux de ruissellement et d'exhaure sont collectées avant rejet et dirigées en fond d'excavation vers un bassin de 300 m <sup>3</sup> où elles s'infiltrent. Il n'y a aucun rejet au milieu superficiel extérieur.
<b>Constats :</b> Nous avons constaté qu'à ce stade du phasage d'exploitation, les eaux de ruissellement s'évacuent par infiltration. Il n'y a pas d'eau en fond d'excavation compte tenu de la faible profondeur de la fosse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Bruit

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 11

**Thème(s) :** Bruit

### Prescription contrôlée :

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour – jardin – terrasse ...) de ces mêmes locaux, d'une émergence supérieure à :

- ☐ 5 dB(A) pour la période allant de 7 H 00 à 22 H 00 pour les niveaux supérieurs à 45 dB(A),
- ☐ 6 dB(A) pour la période allant de 7 H 00 à 22 H 00 pour les niveaux inférieurs à 45 dB(A).

Il n'y a pas d'activité de 18 h 30 à 8 h 00 ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

En limite du périmètre de l'autorisation, le niveau de bruit ne doit pas excéder 48 dB(A) sur le secteur ouest et nord, 55 dB(A) ailleurs.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-dessous et au plan ci-joint.

Ce tableau fixe les points de contrôle et la nature des contrôles à effectuer :

Points de contrôle	Jour (7h00-22h00)
	Contrôle
1 – Coat Culoden	Emergence
2 – Parcelle 1658 (Sud Ouest du site)	Emergence

Il est procédé une fois tous les cinq ans à un contrôle des niveaux sonores aux points indiqués ci-dessus. Lors de ce contrôle, l'activité de la carrière doit être représentative de l'activité habituelle. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le périmètre de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

### Constats :

Une campagne de mesure de bruit a été réalisée le 13 avril 2022.

Les résultats de ces mesures montrent le respect des valeurs limites réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : Vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 12
<b>Thème(s) :</b> Mesure des vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.  Il est procédé une fois tous les trois ans à un contrôle des vibrations au droit de l'habitation la plus concernée par le tir de mines..  Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées
<b>Constats :</b> Une mesure des vibrations a été réalisée le 8 avril 2022. Les vitesses particulières pondérées, mesurées selon les 3 axes de la construction, sont inférieures çà 10 mm/s. La valeur pic est de 2,7 mm/s.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 13
<b>Thème(s) :</b> Déchets inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de stockage de déchets inertes en provenance du site ou de l'extérieur du site et de terres non polluées sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage correspondantes. Les quantités totales de déchets admis sur le site ne doivent pas excéder le volume nécessaire pour que la cote initiale du site (avant le début des extractions) ne soit atteinte.  L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes et les terres non polluées utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.  Les déchets inertes en provenance de l'exploitation seront réutilisés dans le cadre de la remise en état du site.  Les apports extérieurs, dont les quantités sont limitées à 3 000 m <sup>3</sup> en moyenne par an, sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.  L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.
<b>Constats :</b> A ce stade d'exploitation, il n'y a pas d'installation de stockage de déchets inertes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Plans**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit établir un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Y sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>➤ les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 mètres,</li><li>➤ la position des différentes bornes matérialisant le périmètre autorisé,</li><li>➤ les bords de la fouille et la position des différents fronts,</li><li>➤ les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>➤ les zones remises en état,</li><li>➤ la position des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique (routes publiques, chemins, ouvrages publics, etc.).</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas pu présenter de plan d'exploitation à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N°10 : Plan de gestion des déchets issus de l'extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Plan de gestion des déchets issus de l'extraction
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation « , et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. ».</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>« - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; »</li> <li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li> <li>- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas présenté de plan de gestion des déchets issus de l'extraction.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois





**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté préfectoral n°XXXX en date du XXXX 2023

Carrière d'extraction de granite exploitée par la société BRANDEFERT (ex Flécher)  
à ROSPORDEN

LE PRÉFET DU FINISTÈRE  
Officier de la Légion d'honneur

**VU** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2012 portant autorisation d'exploiter une carrière de granite par la société Carrière FLÉCHER à ROSPORDEN ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 26 février 2018 transférant le bénéfice de l'autorisation sus visée à la société des carrières de BRANDEFERT ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 mai 2023 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du XXX, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du XXXX ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas placé de borne , fixe et invariable, nivelée par référence au Nivellement Général de la France ;

**Considérant** que cette non-conformité constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2012 susvisé ;

**Considérant** l'absence de plan d'exploitation à jour ;

**Considérant** que cette non-conformité constitue un manquement aux dispositions de l'article 20 préfectoral du 27 juillet 2012 susvisé ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas pu présenter de plan de gestion des déchets issus de l'activité d'extraction ;

**Considérant** que cette non-conformité constitue un manquement aux dispositions de l'article 16 bis ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé ;

**Considérant** que ces non-conformités ne permettent pas à l'exploitant de justifier qu'il est en mesure d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés de l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société BRANDEFERT de respecter les dispositions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Finistère :

### **ARRÊTE**

#### **Article 1 – Mise en demeure**

La société BRANDEFERT, (ex Flécher) dont le siège social se situe Les Vaux, 22130 CORSEUL, exploitant une carrière à ciel ouvert de granite au lieu dit Coat Culoden à ROSPORDEN, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 27 juillet 2012
  - article : 4.2 – Bornage.
  - article : 20 – Plan d'exploitation mis à jour.
- Référence réglementaire : arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994
  - article : 1- bis – Plan de gestion des déchets issus de l'activité d'extraction.

**Article 2** - En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai imparti, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**Article 4** – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 5** – Le Secrétaire Général de la préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BRANDEFERT et dont une copie sera adressée au maire de ROSPORDEN .

Quimper, le

